

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES DU
MINISTERE DE LA JEUNESSE DE L'EMPLOI ET DE
CONSTRUCTION CITOYENNE**

AU TITRE DE LA GESTION 2014

GROUPE 5

RAPPORT DEFINIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d’Offre Ouvert
AOR	Appel d’Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code des Obligations de l’Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
PVO	Procès verbal d’ouverture des plis
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	13
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	18
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	20
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	23
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	26
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	30
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	58
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	61
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	63
ANNEXES	66

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi Et de Construction Citoyenne (MJECC)

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets. La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle du MJECC;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par le MJECC et qui se chiffrent à :
 - F. CFA 192 400 000 soit 67% des marchés de l'échantillon passés en Appel d'Offres (AO).
 - F. CFA 95 211 019 soit 33% des marchés de l'échantillon passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

Au plan institutionnel :

- Mise en place tardive de la CM,
- Mise en place tardive de la CPM,
- Le coordonateur de la CPM est désigné membre du comité d'évaluation des offres et membre de la commission de réception,
- Le contrôleur interne n'a pas mis à la disposition de la mission d'audit son rapport annuel d'activités.

Au plan de la passation des marchés :

- Modification à dix (10) reprises du PPM qui traduit une absence de maîtrise des prévisions des besoins en début d'exercice ;
- Les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres ;

- le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la tenue des réunions de la CM ;
- La CM ne s'est pas réunie pour procéder à l'examen du rapport d'évaluation, faire l'attribution et ensuite dresser un PV d'attribution ;
- Non publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- Non respect des procédures de réception des fournitures ;
- Comptabilité des matières non entièrement opérationnelle.

Conclusion :

Les violations constatées ne sont pas significatives par rapport aux dispositions du CMP.

La conformité aux procédures de passation des marchés de la DAGE du MJECC a été satisfaisante pour l'exercice 2014 :

- *Les organes de passation des marchés ont été mis en place bien qu'avec du retard ;*
- *Le PPM et l'AGPM, principaux outils ont été élaborés conformément aux dispositions du CMP ;*
- *L'AGPM a été publié dans un journal quotidien à grande diffusion.*

Mais :

- *Les procédures de passations des marchés ne sont pas pleinement maîtrisées.*

Fait à Dakar, le 17 Août 2015

**Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

- + **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- + **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- + **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- + **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- + **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- + **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- + **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- + **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- + **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- + **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- + **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- + De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'**arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'**arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L’Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l’occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2. Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré

à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

2.1 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.1.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,

- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

2.1.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

2.1.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2014 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2014 de l'Autorité Contractante ;

- Etats financiers au 31 décembre 2014 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2014;
- Rapport d'activités 2014 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2014 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.1.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.1.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3. Présentation de l'Autorité Contractante :

Avec le Décret n° 2015-855 du 22 juin 2015 portant Composition du Gouvernement, le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la des Valeurs civiques (MJEVC) est devenu le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi Et de Construction Citoyenne (MJECC).

Le Décret n°2014-893 du 22 juillet 2014 relatif aux attributions du Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne précise que :

Sous l'autorité du Premier Ministre, le Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de Construction citoyenne prépare et met en œuvre la politique définie par le Chef de l'Etat en matière de jeunesse, d'emploi et de promotion des valeurs civiques.

Au titre de la jeunesse et de la construction citoyenne :

- il assure la promotion sociale et économique des jeunes et de leurs groupements. Il apporte un soutien et veille au développement des activités socio-éducatives pour la jeunesse ;
- il participe à la formation des jeunes dans tous les domaines et contribue à leur préparation afin qu'ils assument leurs responsabilités de citoyens ;
- il participe au renforcement de la culture patriotique. A ce titre, il initie des actions, en relation avec toutes les forces vives, afin de faire de la citoyenneté un moteur du développement national. Il est chargé du service civique national.

Au titre de l'emploi :

- il est chargé, en relation avec le ministre chargé du Travail, et en concertation avec les organisations d'employeurs, de mettre en œuvre des stratégies et des programmes en faveur de l'emploi ;
- il veille au bon fonctionnement et à la transparence du marché du travail ;
- il peut disposer, en tant que de besoin, de toutes les structures de l'Etat compétentes en matière d'emploi.

4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4.1. La Commission des marchés

Une première commission des marchés du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs Civiques (MJEPVC) a été mise place pour l'exercice 2014 par l'arrêté n° 3656/MJECC/DAGE/DFC du 24 février conformément à l'arrêté N 012786 du 26 décembre 2012.

On note une violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

Suite aux changements institutionnels dans le Département en cours d'année, occasionnant le départ de plusieurs membres de cette commission, une nouvelle Commission des Marchés a été mise place par l'arrêté n° 15216/MJECC/DAGE/DFC du 30 septembre 2014.

Elle est constituée de quatre membres titulaires et de quatre membres suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

L'arrêté portant création de cette « CM » a été transmise à la DCMP par lettre N°0052/MJECC/SG/CPM le 15 septembre 2014..

Convocation des membres aux réunions de la CM:

La revue des convocations des membres aux réunions de la CM a permis de noter que le délai de cinq jours francs n'est pas respecté.

Besoin de formation :

L'Autorité Contractante a émis le souhait de faire former et de renforcer les capacités en procédures de passation des marchés publics du Nouveau Code des Marchés Publics (décret n°1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics) de tous les agents de ministère en passation des marchés.

Paiements des indemnités des membres de la CM et de la CPM :

En 2014 aucune indemnité n'a été payée aux membres de la CM et de la CPM . . .

4.2. Cellule de passation des marchés

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) du MJEPVC a été mise place pour l'exercice 2014 par l'arrêté n° 4058/MJECC/DAGE/DFC du 07 mars 2014. Elle était constituée de trois membres dont les deux ont été recrutés au cours de l'année 2014 par d'autres AC.

Pour l'année 2015 un nouveau coordonnateur est nommé par lettre n°003/MJEPVC du 06/01/2015. Il n'a pas été formé en procédures de passation des marchés publics au moment de sa nomination.

Ainsi pour le bon déroulement de la Mission d'Audit il a fallu faire appel au précédent Coordonnateur de la CPM pour avoir la bonne information relativement aux marchés conclus en 2014 par la DAGE du MJEPVC.

4.3. Charte de Transparence et d’Ethique en matière de passation des marchés

Tous les membres titulaires et les suppléants de la CM ainsi que tous les membres de la CPM ont signé l’attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d’éthique conformément aux dispositions du décret n°576 du 22 juin 2005. (Copies des attestations signées par tous les membres de la CM, titulaires comme suppléants sont transmises à la DCMP par Bordereau d’Envoi du 11/03/2014.

4.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :

Le rapport annuel de la CPM sur la passation et l’exécution des marchés passés en 2014 est élaboré et transmis à la DCMP le 14 janvier 2015. Le rapport semestriel a été élaboré et transmis à la DCM le 14 août 2014 et celui du quatrième trimestre le 15 octobre 2014.

Donc tous les rapports de la CPM sont élaborés et transmis à la DCMP conformément à l’arrêté n°12.783 du 26/12/2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

**5.REVUE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS
ET RECOMMANDATIONS
DETAILLES**

5. Présentation des organes de passation des marchés de l'ARTP / Constats et Recommandations

5.1. LA COMMISSION DES MARCHES

Une première commission des marchés du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs Civique(MJEPVC) a été mise place pour l'exercice 2014 par l'arrêté n° 3656/MJECC/DAGE/DFC du 24 février conformément à l'arrêté N 012786 du 26 décembre 2012.

On note une violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

Suite aux changements institutionnels dans le Département en cours d'année, occasionnant le départ de plusieurs membres de cette commission, une nouvelle Commission des Marchés a été mise place par l'arrêté n° 15216/MJECC/DAGE/DFC du 30 septembre 2014.

Elle est constituée de quatre membres titulaires et de quatre membres suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

L'arrêté portant création de cette « CM » a été transmise à la DCMP par lettre N°0052/MJECC/SG/CPM le 15 septembre 2014..

Convocation des membres aux réunions de la CM:

La revue des convocations des membres aux réunions de la CM a permis de noter que le délai de cinq jours francs n'est pas respecté.

Besoin de formation :

L'Autorité Contractante a émis le souhait de faire former et de renforcer les capacités en procédures de passation des marchés publics du Nouveau Code des Marchés Publics (décret n°1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics) de tous les agents de ministère en passation des marchés.

Paiements des indemnités des membres de la CM et de la CPM :

En 2014, aucune indemnité n'a été payée aux membres de la CM et de la CPM. .

Recommandation :

- *Respecter les délais de mise en place de la CM,*
- *Former et renforcer les capacités des agents de la CM en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).*

5.2. CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) du MJEPVC a été mise place pour l'exercice 2014 par l'arrêté n° 4058/MJECC/DAGE/DFC du 07 mars 2014. Elle était constituée de trois membres dont les deux ont été recrutés au cours de l'année 2014 par d'autres AC.

Pour l'année 2015 un nouveau coordonnateur est nommé par lettre n°003/MJEPVC du 06/01/2015. Il n'a pas été formé en procédures de passation des marchés publics au moment de sa nomination.

Ainsi pour le bon déroulement de la Mission d'Audit il a fallu faire appel précédent Coordonnateur de la CPM pour avoir la bonne information relativement aux marchés conclus en 2014 par la DAGE du MJEPVC.

Recommandation :

- *Former le coordonnateur de la CPM en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).*

5.3. CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Tous les membres titulaires et les suppléants de la CM ainsi que tous les membres de la CPM ont signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique conformément aux dispositions du décret n°576 du 22 juin 2005. (Copies des attestations signées par tous les membres de la CM, titulaires comme suppléants sont transmises à la DCMP par Bordereau d'Envoi du 11/03/2014.

5.4. PRODUCTION DES RAPPORTS TRIMESTRIELS ET DU RAPPORT ANNUEL :

Le rapport annuel de la CPM sur la passation et l'exécution des marchés passés en 2014 est élaboré et transmis à la DCMP le 14 janvier 2015. Le rapport semestriel a été élaboré et transmis à la DCM le 14 août 2014 et celui du quatrième trimestre le 15 octobre 2014.

Donc tous les rapports de la CPM sont élaborés et transmis à la DCMP conformément à l'arrêté n°12.783 du 26/12/2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

6.SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES

6. Documents de programmation de la préparation des marchés

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des marchés que l'AC prévoit de réaliser dans l'année.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

1.1. PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été envoyé à la DCMP en version électronique à travers le SYGMAP le 30/12/2013.

Après la prise en compte par la CPM le 31/12/2014, de toutes les observations qu'elle avait émises la DCMP a donné son avis de non objection sur le PPM le 03/02/2014.

Il y'a eu (10) dix versions du PPM en 2014. La dernière version est datée du 10/10/2014.

1.2. AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES (AGPM)

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2014 a été publié par l'Autorité Contractante dans le journal quotidien « LE SOLEIL » paru 14 Février 2014.

L'avis général de passation a été transmis a la DCMP tardivement (13 jours francs de retard) en violation des articles 6et56 du décret 2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Recommandation :

- ***Se conformer aux articles 6 et 56 du CMP sur la publication de l'AGPM qui devait se faire avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante.***

1.3. ARCHIVAGE DES DOSSIERS DE PASSATION DES MARCHES

Les documents de passation des marches de l'année 2014 ne sont pas centralisés, ni archivés et ni classés non plus au niveau de la CPM.

Recommandations :

- *Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;*
- *Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés ;*
- *Utiliser des équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;*
- *Recruter un archiviste pour le classement et l'archivage de l'ensemble de la documentation relative à la passation des marchés ou former le personnel en la matière.*

1.4. PARTICIPATION DU SERVICE D'AUDIT INTERNE AU CONTROLE DE LA PASSATION DES MARCHES

Le MJEPVC ne dispose pas de service de contrôle interne ou d'audit interne pour procéder au contrôle des procédures de passation des marchés.

Recommandation :

- *Mettre en place un organe de contrôle interne et prévoir, dans ses missions, la vérification de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés en complément de celles effectuées par la CPM.*

1.5. COMPTABILITE MATIERE DANS LE PROCESSUS DE PM.

La comptabilité des matières est mise en œuvre au niveau de la DAGE du Ministère du Renouveau Urbain de l'Habitat et du Cadre de Vie, comme exigé pour les structures centraux de l'ETAT et ses démembrements, tels que les établissements publics.

Les fournitures ont été transcrites au niveau des supports de la comptabilité des matières ci-après :

- Le carnet de bon d'entrée ;
- Le livre-journal ;
- Et le bon de sortie.

-L'utilisation du grand-livre n'est pas effective au niveau de la comptabilité des matières de la DAGE du Ministère.

Egalement un certain nombre de dysfonctionnement a été noté au niveau de la comptabilité des matières :

- Absence d'enregistrement chronologique des opérations au niveau du livre-journal ;
- Les colonnes relatives aux numéros de nomenclatures des matières ne sont pas renseignées ;
- Absence d'arrêté des opérations ;
- Les dates de certaines opérations ne sont pas renseignées ;

- l'utilisation d'un numéro de nomenclatures pour les immobilisations n'est pas effective. En outre, il a été constaté l'absence d'étiquettes codifiées au niveau des immobilisations. Egaleme nt, l'affichage des fiches utilisateurs dans les locaux n'est pas aussi effective ;
- le défaut de mise en place un Manuel des Procédures Spécifiques à la Comptabilité des Matières.

Une Commission de Réception constituée du DAGE, du comptable matières et du responsable de la division des finances et de la comptabilité procède à la réception des fournitures

Recommandations :

- Utiliser avec rigueur et de façon exhaustive tous les outils de la comptabilité matières ;
- Mettre en place un Manuel des Procédures Spécifiques à la Comptabilité des Matières ;
- Mettre en place, une commission de réception habilitée formalisée par une note de service.

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

7. Documents de programmation de la préparation des marchés :

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des marchés que l'AC prévoit de réaliser dans l'année.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

1.6. PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été envoyé à la DCMP en version électronique à travers le SYGMAP le 30/12/2013.

Après la prise en compte par la CPM le 31/12/2014, de toutes les observations qu'elle avait émises la DCMP a donné son avis de non objection sur le PPM le 03/02/2014.

Il y'a eu (10) dix versions du PPM en 2014. La dernière version est datée du 10/10/2014.

2. AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES (AGPM)

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2014 a été publié par l'Autorité Contractante dans le journal quotidien « LE SOLEIL » paru 14 Février 2014.

L'avis général de passation a été transmis a la DCMP tardivement (13 jours francs de retard) en violation des articles 6et56 du décret 2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Recommandation :

- ***Se conformer aux articles 6 et 56 du CMP sur la publication de l'AGPM qui devait se faire avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante.***

2.1. ARCHIVAGE DES DOSSIERS DE PASSATION DES MARCHES

Les documents de passation des marches de l'année 2014 ne sont pas centralisés, ni archivés et ni classés non plus au niveau de la CPM.

Recommandations :

- *Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;*
- *Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés ;*
- *Utiliser des équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;*
- *Recruter un archiviste pour le classement et l'archivage de l'ensemble de la documentation relative à la passation des marchés ou former le personnel en la matière.*

2.2. PARTICIPATION DU SERVICE D'AUDIT INTERNE AU CONTROLE DE LA PASSATION DES MARCHES

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

Le MJECC ne dispose pas de service de contrôle interne ou d'audit interne pour procéder au contrôle des procédures de passation des marchés.

Recommandation :

- *Mettre en place un organe de contrôle interne et prévoir, dans ses missions, la vérification de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés en complément de celles effectuées par la CPM.*

2.3. COMPTABILITE MATIERE DANS LE PROCESSUS DE PM.

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d'Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation **d'inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

La comptabilité des matières est mise en œuvre au niveau de la DAGE du Ministère du Renouveau Urbain de l'Habitat et du Cadre de Vie, comme exigé pour les structures centraux de l'ETAT et ses démembrements, tels que les établissements publics.

Les fournitures ont été transcrites au niveau des supports de la comptabilité des matières ci-après :

- Le carnet de bon d'entrée ;
- Le livre-journal ;
- Et le bon de sortie.

-L'utilisation du grand-livre n'est pas effective au niveau de la comptabilité des matières de la DAGE du Ministère.

Egalement un certain nombre de dysfonctionnement a été noté au niveau de la comptabilité des matières :

- Absence d'enregistrement chronologique des opérations au niveau du livre-journal ;
- Les colonnes relatives aux numéros de nomenclatures des matières ne sont pas renseignées ;
- Absence d'arrêté des opérations ;
- Les dates de certaines opérations non renseignées..... ;
- l'utilisation d'un numéro de nomenclatures pour les immobilisations n'est pas effective. En outre, il a été constaté l'absence d'étiquettes codifiées au niveau des immobilisations. Egalement, l'affichage des fiches utilisateurs dans les locaux n'est pas aussi effective ;
- le défaut de mise en place un Manuel des Procédures Spécifiques à la Comptabilité des Matières...

Une Commission de Réception constituée du DAGE, du comptable matières et du responsable de la division des finances et de la comptabilité procède à la réception des fournitures

Recommandations :

- *Utiliser avec rigueur et de façon exhaustive tous les outils de la comptabilité matières.*
- **Mettre en place un Manuel des Procédures Spécifiques à la Comptabilité des Matières.**
- **Mettre en place, une commission de réception habilitée formalisée par une note de service.**

2.4. REVERSEMENT A L'ARMP DES 50% DES VENTES DES DOSSIERS DE CONSULTATION.

Aucun versement au profit de l'ARMP pour l'année 2014 n'a été fait.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Echantillon

Cet échantillon respectera les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;

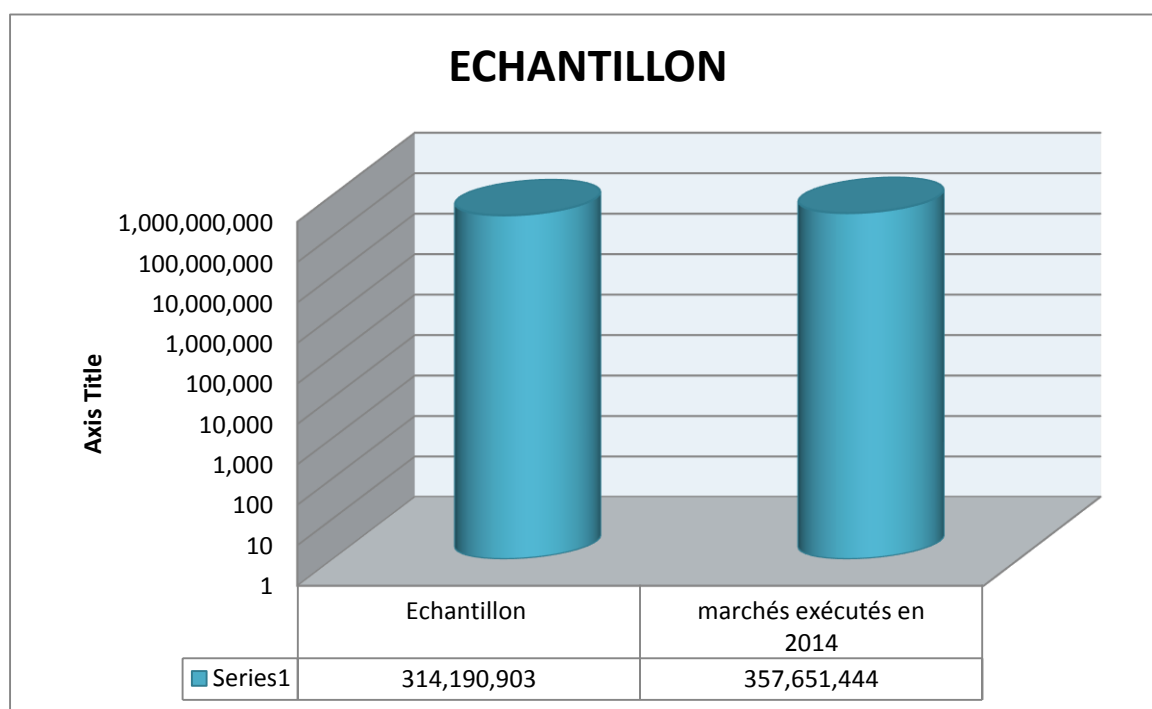
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

Une distribution adéquate entre les différents modes de passation et la nature des marchés (fournitures et services, travaux, prestations intellectuelles) sera assurée par l’Auditeur.

Donc les marchés de l’échantillon est composés des(12) marchés suivants exécutés en 2014.

marchés	POURCENTAGE	Montant FCFA TTC
Echantillon	88%	314 190 903
marchés exécutés en 2014	100%	357 651 444

La base de vérification choisie est conforme aux recommandations de l’ARMP.



LISTE DE L'ECHANTILLON DES MARCHÉS DU MINISTÈRE EXECUTES EN 2014»

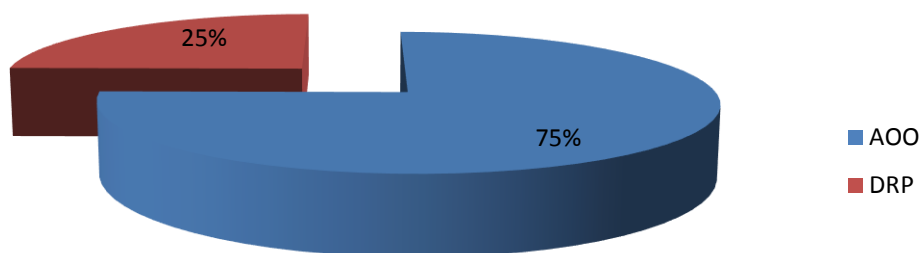
N°	OBJET	Type de Marche	Mode de Passation	Titulaire	Montant FCFA
1	acquisition de quatorze (14) vehicules en deux (02) lots lot 1 : six (06) vehicules 4x4 pick up double cabine lot2 : huit (08) vehicules 4 x 4 station wagon	FOURNITURE	AOO	CCBM INDUSTRIES- Espace Auto	192 400 000
2	Acquisition de matériel et mobilier de bureau	FOURNITURE	DRP	Keur Serigne Mbacke Madina (KSM)	10 971 640
3	Entretien et nettoyage des locaux	SRVICE	DRP	NIKEL	12 744 999
4	ACQUISITION DE MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES	FOURNITURE	DRP	RIMA	4 999 896
5	SEMINAIRE de RENFORCEMENT de CAPACITE des GESTIONNAIRES et COMPTABLES sur la PREPARATION et l'EXECUTION des BUDGETS et PROGRAMMES.	SERVICES	DRP	ENTREPRISE JABOOT, PATTE D'OIE	6 995 778
6	travaux d'aménagement des nouveaux locaux du MJECC (maçonnerie, carrelage au sol et électricité)	TRAVAUX	DRP	SARRE TECHNOBAT SUARL	24 000 000
7	Fourniture de matériels pédagogiques et Didactiques	FOURNITURE	DRP	ENTREPRISE JABOOT	2 999 206
8	Travaux d'installation de câblage intelligent informatique et téléphonique de 12 appartements sur trois niveaux (5, 6 et 7 ème étage) des locaux du Ministère	TRAVAUX	DRP	SARRE TECHNOBAT SUARL	12 429 884

9	Atelier de formation sur le renforcement de capacité en passation de marché.	SERVICES	DRP	AGC	2 843 900
10	Acquisition de matériels de mobiliers de bureau : - 20 armoires à deux battants en bois ; - 20 bureaux avec caissons à 3 tiroirs ; - 20 fauteuils de bureaux avec accoudoirs ; - 30 chaises visiteurs bourrées avec accoudoirs.	FOURNITURE	AOO	SENEGAL EQUIP	3 650 000
11	Acquisition de matériels informatiques de bureau et accessoires : - 30 ordinateurs complets fixes de bureaux ; - 30 onduleurs 1200 VA ; - 40 imprimantes avec résolution noir et blanc ;	FOURNITURE	AOO	OUMOU INFORMATIQUE	14 655 600
12	Acquisition de matériel roulant Lot1 : un véhicule 4x4 Pick UP(24000 000 FCFA TTC) Lot2:une moto (1 500 000 FCFATTC)	FOURNITURE	AOO	CCBM Industrie Espace Auto	25 500 000
TOTAL					314 190 903

REPARTITION PAR MODE DE PASSATION DES MARCHES

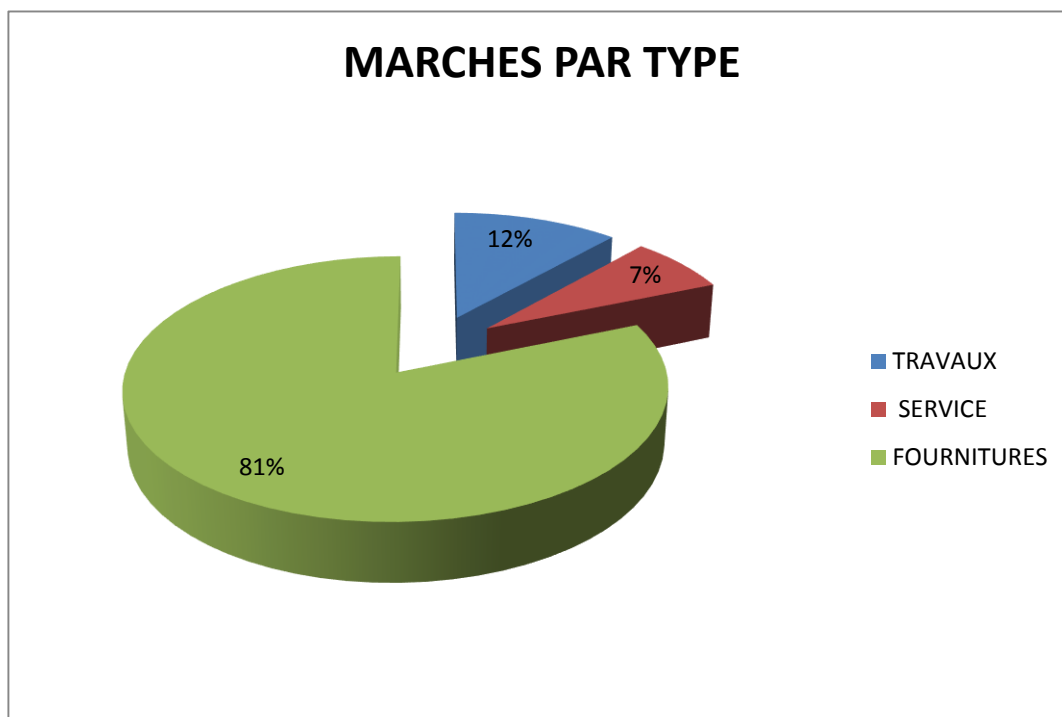
MODE	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT FCFA TTCF	POURCENTAGE MONTANT
AOO	4	33%	236 205 600	75%
DRP	8	67%	77 985 303	25%
Total	12	100%	314 190 903	100%

MARCHES PAR MODE



REPARTITION PAR TYPE DE PASSATION DES MARCHES

TYPE	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE MONTANT
TRAVAUX	2	17%	36 429 884	12%
SERVICE	3	25%	22 584 677	7%
FOURNITURES	7	58%	255 176 342	81%
TOTAL	12	100%	314 190 903	100%



Rappel des seuils de passation des marchés applicables a l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés pour le MJEPVC sont les suivants :

- vingt cinq (25) millions de FCFA TTC pour les marchés des travaux.
- quinze (15) millions de FCFA pour les marchés de fournitures et de services.
- vingt cinq (25) millions de FCFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les seuils de revue préalable des marchés du MJEPVC par la DCMP fixés par l'arrêté 12 785 du 26/12/2012 du MEF sont les suivants :

- Cent cinquante (150) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de service.
- Quatre cents (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux relatifs à l'entretien courant des routes(ECR) et deux cent cinquante (250) millions de FCFA TTC Pour les marchés autres que l'ECR.
- Cent vingt cinq (125) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de prestations intellectuelles relatifs à l'entretien courant des routes(ECR) et cent cinquante (150) millions de FCFA TTC Pour les marchés autres que l'ECR.

Marchés conclus par AOO

La revue a porté sur quatre marchés passés par appel d'offre pour un total de 236 205 600 FCFA TTC, soit un pourcentage de 75% du total des marchés objet de la revue.

Il s'agit de :

- quatre marchés de fournitures pour 236 205 600 FCFA TTC.

Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP

Parmi les marchés audités un seul a atteint le seuil de revue.

Il s'agit du marchés d'ACQUISITION DE QUATORZE (14) VEHICULES EN DEUX (02) LOTS (Lot 1 : SIX (06) VEHICULES 4X4 PICK UP DOUBLE CABINE LOT2 : HUIT (08) VEHICULES 4 X 4 STATION WAGON) pour un montant de 192 400 000FCFA TTC attribué à **CCBM INDUSTRIES-Espace Auto.**

❖ F1=Marché pour « l'Acquisition de quatorze véhicules »		
Référence : AOO N°BCI/F-01-2014		
Titulaire	Lots	Montant
CCBMINDUSTRIES-Espace Auto	Lo1 (69 200 000)	192 200 000FCFA TTC
	Lot2 (123 200 000)	

- Le marché est mentionné dans le PPM de 2014 transmis à la DCMP

Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, paru dans le journal « LE SOLEIL » du 14 FEVRIER 2014

- La DCMP a donné son avis de non objection par lettre n°1565/MEF/DCMP/DCV/31 du 27/03/2014.
- L'avis d'AOO a été publié dans le journal « Le Soleil » du 29 AVRIL 2014

Les mentions incluses dans l'avis d'AO sont celles requises par la réglementation.

Il s'agit du titre de l'appel d'offres, de la date de publication, de la date et de l'heure limites de dépôt des offres, des critères de qualification, du montant de la garantie de soumission (Lot 1 : 2 575 000 FCFA, Lot2 : 3 240 000 FCFA), du lieu de dépôt des offres et de la durée de validité des offres (90 jours).

Date de lancement : 29 AVRIL 2014

Date de dépôt : 29 MAI 2014 à 10h 00mn

Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 30jours

Ce délai est conforme à la réglementation

- La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.
- Les offres ont été ouvertes en séance publique le 03 JUIN 2014 à 10h 00mn (VIOLATION DE LA DATE DE L'AVIS de AOO) en présence des membres habilités de la Commission des Marchés, d'un membre de la Cellule de Passation des Marchés

comme rapporteur, et des représentants des soumissionnaires comme l'atteste la feuille de présence.

La preuve de la transmission des PVO aux représentants des soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, n'est pas fourni

Les offres ont été ouvertes avec un retard de quatre jours relativement au jour et à l'heure de la date limite de dépôt des offres indiquée sur la lettre d'invitation adressée aux candidats en violation de l'article 67 alinéa 2 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

- Commission des Marchés qui s'est réunie le 17 JUIN 2014 a décidé d'attribuer provisoirement le Marché à l'entreprise CCBM AUTOMOBILE pour les deux lots suite à la lecture et commentaire du rapport d'évaluation de la Commission d'analyse.

.Le PV d'attribution provisoire n°004/MJEPVC/SG/CPM est date pour 17 juin 2014

La lettre de notification d'attribution provisoire n°14-10/MJECC/DAGE/DFC du 04 AOÛT 2014 est transmise à l'attributaire

Les candidats non retenus ont tous été informés par lettres n°14-11, 14-12, 14-13, 14-15 du 04 AOÛT 2014.

- L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal Le Soleil du 05 AOÛT 2014 avec toutes les mentions requises par la réglementation.
- Le marché signé par le MINISTRE de la JEUNESSE, de l'EMPLOI et de la CONSTRUCTION CITOYENNE le 29 SEPTEMBRE 2014 est conforme au projet de marché contenu dans le DAO.
Les garanties requises sont prises en comptes. Il s'agit des garanties de soumission et de bonne exécution
- Le marché a été approuvé par le Ministre de l'ECONOMIES, des FINANCES et du PLAN le 05 DECEMBRE 2014
Le marché est immatriculé sous le N°F2290/14 du 09/12/2014
- La lettre de notification de marché et l'ordre de service ne sont pas transmis à l'Auditeur.
- L'attribution définitive n'est pas publiée.

- La DCMP a contrôlé et donné son avis durant la procédure :
 - ✓ AVIS sur le DOSSIER d'APPEL d'OFFRE :

-Lettre n°492/MEF/DCMP/DCV/35 du 30/01/2014

-Lettre n°1103/MEF/DCMP/42 du 06/03/2014

-Lettre n°1565/MEF/DCMP/DCV/31 du 27/03/2014

- ✓ AVIS sur le RAPPORT d'ANALYSE COMPARATIVE DES OFFRES et le PROCES-VERBAL

- Lettre n°3823/MEF/DCMP/DCV/14 du 15/07/2014

-Lettre n°4051/MEF/DCMP/DCV/14 du 25/07/2014

✓ EXAMEN JURIDIQUE et TECHNIQUE du PROJET de CONTRAT

-Lettre n°5712/MEFP/DCMP/DCV/14 du 23 OCTOBRE 2014

-Lettre n°6049/MEFP/DCMP/DCV/14 du 07 NOVEMBRE 2014

- Exécution du marché :

Les garanties requises sont fournies :

- garanties de soumission,
- garanties de bonne exécution

Garanties délivrées par l'ASKIA ASSURANCES 25 BD de la REPUBLIQUE-BP : 14831 DKR PEYTAVIN.

Lot1 est livré et stationné à la DMTA. Le PV de réception du lot1 n'a pas été fourni à la Mission d'Audit.

Le lot2 n'était pas livré jusqu'au 25/03/2015, date à laquelle la mission d'audit a quitté le MJEPVC. La Mission d'Audit n'a pas d'information sur la situation de l'exécution du lot2.

- Situation des paiements :

Le règlement à CCBM du lot1 est en liquidation

(Le Bon d'Engagement est établi sous le n°15-138703

Les Titres de Créance et de Certification émis le 20/03/2015

La Facture d'Acompte n°303/DAOM/2015)

Aucun document relatif à la situation des paiements du lot2 n'a été remis à la Mission d'Audit.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- ***Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N-1°2011048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.***
- ***Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés public.***
- ***Respecter le jour et l'heure d'ouverture des plis indiqués sur la lettre d'invitation adressée aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 2 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics***
- ***Fournir la lettre de notification de marché et l'ordre de service***
- ***Publier l'attribution définitive dans un journal quotidien à grand tirage (article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics)***
- ***Fournir le PV de réception du lot1***

- *Fournir les documents relatifs à l'exécution du lot2.*
- *Fournir les documents relatifs à la situation des règlements du lot2.*

Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP

Trois marchés de fournitures d'un montant total de 43 805 600 FCFA TTC passés par AOO n'ont pas atteint le seuil de revue de la DCMP. Il s'agit :

- Du marché « d'Acquisition de matériels et de mobiliers de bureau »
 - Du marché « d'Acquisition de matériels informatiques de bureau et accessoires ».
 - Du marché « d'Acquisition de matériels roulants »

❖ ***F2=Marché pour « l'Acquisition de matériels et de mobiliers de bureau »***

***Référence : N° BCI/03/DAGE
Titulaire : SENEGAL EQUIP
Montant : 3 650 000 FCFA TTC***

Le marché est mentionné dans le PPM DE 2014 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal « LE SOLEIL » du 14 février 2014.

Le Dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal (www.marchespublics.sn).

L'Avis d'AON a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 05 Avril 2014 avec toutes les mentions requises par la réglementation. La date limite de dépôt des offres est fixée au 06 Mai 2014 à 10 h 00 mn.

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

Les offres ont été ouvertes EN SEANCE PUBLIQUE le 06 Mai 2014 à 10 H 00 mn en présence des membres habilités de la Commission des Marchés des représentants des soumissionnaires. Le PV d'ouverture des plis a été signé par les membres de la Commission officiellement nommés. Toutefois, la preuve de la transmission des PVO aux représentants des soumissionnaires n'a pas été fournie lors de cette revue, en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

La Commission des Marchés du Ministère, dans son PV du 28 mai 2014, attribue provisoirement le marché à la société SENEGAL EQUIP après examen et analyse du rapport de la Commission d'évaluation des offres. La preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP). L'attribution provisoire a fait de l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 19 Juin 2014 avec toutes les mentions requises par la réglementation.

Jusqu'au 25 MARS 2015, date à laquelle la Mission d'Audit a quitté le MJEPVC le marché attribué à SENEGAL EQUIP, n'avait pas encore été signé par l'Autorité Contractante. Un retard anormalement long est constaté dans la mise en de la procédure de passation.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- *Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N-1°2011048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.*
- *Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés public.*
- *Fournir la preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP).*
- *Eviter les retards dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics.*

❖ ***F3=Marché pour « l'Acquisition de matériels informatiques de bureau et accessoires »***

***Référence : BCI/04/DAGE
Titulaire : OUMOU INFORMATIQUE
Montant : 14 655 600 FCFA TTC***

Le marché est mentionné dans le PPM DE 2014 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal « LE SOLEIL » du 14 février 2014.

Le Dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal (www.marchespublics.sn).

L'Avis d'AON a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 05 Avril 2014 avec toutes les mentions requises. La date limite de dépôt des offres est fixées au 06 Mai 2014 à 11h 00mn

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

Les offres ont été ouvertes EN SEANCE PUBLIQUE le 06 Mai 2014 à 11H30 mn (soit un retard de 30 Mn), en présence des membres habilités de la Commission des Marchés et des représentants des soumissionnaires.

Les offres ont été ouvertes avec un de retard de 30 minutes relativement à l'heure de la date limite de dépôt des offres indiquée sur la lettre d'invitation adressée aux candidats en violation de l'article 67 alinéa 2 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

La preuve de la transmission des PVO aux représentants des soumissionnaires n'a pas été fournie lors de cette revue, en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

La Commission des Marchés du Ministère, dans son PV du 28 mai 2014, attribue provisoirement le marché à la société OUMOU INFORMATIQUE après examen et analyse du rapport de la Commission d'évaluation des offres.

La preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP).

L'attribution provisoire a fait de l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 19 Juin 2014 avec toutes les mentions requies.

Jusqu'au 25 MARS 2015, date à laquelle la Mission d'Audit a quitté le MJECC le marché attribué à SENEGAL EQUIP, n'avait pas encore été signé par l'Autorité Contractante. Un retard anormalement long est constaté dans la mise en de la procédure de passation.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- ❖ ***Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N-1°2011048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.***
- ❖ ***Respecter l'heure d'ouverture des plis indiqué sur la lettre d'invitation adressée aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 2 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics***
- ❖ ***Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés public.***
- ❖ ***Fournir la preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP).***
- ❖ ***Eviter les retards dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics.***

❖ F4=Marché pour « l'Acquisition de matériels roulant »

Référence : BCI/01/DAGE

Titulaire : CCBM Industrie Espace Auto

Montant : 25 500 000FCFA TTC (lot1 :25.000.000-lot2 :1 500.000)

Le marché est mentionné dans le PPM DE 2014 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal « LE SOLEIL » du 14 février 2014.

Le Dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal (www.marchespublics.sn).

L'Avis d'AON a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 09/ 05/ 2014 avec toutes les mentions requises. La date limite de dépôt des offres est fixée au 12/06/ 2014

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

L'ouverture des plis a eu lieu le 12/06/2014. Le PVO N°0004 MJEPVC/SG/CPM du 12/06/2014 indique que l'ouverture des plis s'est déroulée en présence des membres de la commission et des représentants des soumissionnaires.

La preuve de la transmission des PVO aux représentants des soumissionnaires n'a pas été fournie lors de cette revue, en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Le PV d'attribution provisoire est daté pour le 15 juillet 2014

La lettre de notification d'attribution provisoire n°00120/MJECC/CAB/DE du 21/07/ 2014 est transmise à l'attributaire

Le candidat non retenu a été informé par lettre N°140009 MJECC/SG/CPM du 23/07/2014.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal Le Soleil du 25 juillet 2014 avec toutes les mentions requises par la réglementation.

Le marché a été approuvé par le Ministre de la Jeunesse de l'Emploi et de la Construction Citoyenne le 26/09/2014.

Le marché immatriculé F1962/14 du 03/11/2014 a été notifiée à CCBM Industrie le 07/11/2014.

L'attribution définitive a fait l'objet de publication dans le quotidien LE SOLEIL du 19/11/2014 avec toutes les mentions requises

Exécution du marché :

L'exécution du marché est matérialisée par :

- la facture N°0312/DAOM/2014 du 02/12/2014 de CCBM Industrie Espace Auto d'un montant de 13 500 000 F.CFA TTC avec le cachet de certification de fourniture faite du DAGE ;
- le bordereau de livraison du 02/12/2014 signé par le fournisseur, les comptables matières de la Direction de l'Emploi, de la Direction du Matériel et du Transit Administratif, l'agent judiciaire de l'Etat

Situation des paiements :

D'après la situation du mandat N° MD14-000078219 éditée le 23/03/2015, les paiements effectués au titre de ce marché se présentent comme suit :

- Marché intégralement payé le 23/02/2015 par virement bancaire d'un montant de 13 500 000 F.CFA ;

- Le virement a été effectué dans le compte de CCBM Industries N° 01100 5000 5001 544954 logé à la SGBS.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N-1°2011048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
- Fournir la preuve de la transmission du PVO aux représentants des soumissionnaires (article 67. 4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics).

❖ F5=Marché « Acquisition de matériel et mobilier de bureau »
Référence : BCI/14-14/DAGE
Titulaire :KSM
Montant : 10 971 640FCFA TTC

La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. L'examen de la DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement. La demande de prix a fait l'objet d'une lettre d'invitation du 15 juillet 2014 adressée à cinq candidats. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 25/07/2014.

La liste restreinte a été constituée à partir du fichier des prestataires sélectionnés après manifestation s d'intérêts.

Les offres ne sont pas bien archivées puisque le modèle de lettre de marché des candidats non retenus ne figure dans aucune des offres de ces derniers mis à notre disposition.

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

L'évaluation des offres ainsi que l'ouverture des plis ont été effectuées le même jour.

Les Le PV O des offres N°140033 MJECC/SG/CPM du 24/07/2014 et le PV d'attribution N°140015 MJECC/SG/CPM du 24/07/2014 validé par le DAGE l'atteste.

L'entreprise Keur Serigne Mbacke Madina (KSM) dont l'offre est considérée conforme et le moins disant est choisie comme attributaire.

La preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP) n'est pas fournie.

L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3.b.

La DRP a fait l'objet du contrat N°14000014 MJECC/DAGE/. La date du contrat est le 24/07/2014. Le délai de livraison est de (07) sept jours après réception du titre de confirmation

Exécution du marché :

L'exécution du contrat est matérialisée par :

- La facture de KSM N°20142010 ;
- Le cachet de certification du 12/11/2014 de la fourniture faite derrière la facture ;
- Le PV de réception du 12/11/2014 signé par la commission de réception ;
- Le bordereau de livraison du 12/11/2014 signé par le COF, le comptable matière et le fournisseur.

Situation des paiements :

D'après la situation du mandat N° MD14-000075863 éditée le 17/03/2015, la facture a été intégralement réglée par virement bancaire le 15/01/2015. Le virement a été effectué au profit du compte du bénéficiaire N° SN10001003002521790009 logé à la BOA. Le paiement est conforme aux conditions fixées dans l'article 3 du contrat

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Archivé les documents de passation des marchés
- Respecter le délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N-1°2011048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
- Fournir la preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP) n'est pas fournie.

❖ F6=Marché « ACQUISITION DE MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES »

Référence : N°14-73/DAGE

Titulaire :RIMA

Montant : 4 999 896 FCFA TTC

La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement

La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation n°14-73/MJECC/DAGE/CM du 01/ 10/2014 adressée à 5 candidats

Date limite de dépôt des offres : pas de date limite de dépôt des offres (VIOLATION DU CMP).

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

Les offres ont été ouvertes par la CM habilitée en présence d'un membre de la CPM en qualité de rapporteur comme l'atteste le PV d'ouverture des offres N°14-0049/MJECC/SG/CPM du 18/11/2014 signés par les membres de la CM. Le Dossier de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) n'a pas été élaboré conformément Dossier type DRP de L'ARMP.

La DRP présentée par l'AC est constitué :

- Une lettre d'invitation dans laquelle la date limite de dépôt des offres n'est pas mentionnée.
- Un modèle de lettre de soumission
- Le bordereau estimatif et quantitatif.

Il n'y a pas eu de rapport d'évaluation.

Le marché a été attribué à l'Entreprise RIMA ; l'offre conforme évaluée la moins disante. La CM (PV de dépouillement N°14-0049/MJECC/SG/CPM du 18/11/2014) a statué le même jour

aussi bien pour l'ouverture des plis que pour la proposition d'attribution provisoire transmise au DAGE qui l'approuve le même jour 18/11/2014 (violation des art 35 et 83). Le PV de dépouillement est signé par les membres de la CM habilitée.

Le PV d'attribution n°14 -139/MRUHCV/CM du 18/11/2014 n'est pas signé par les membres de la CM, mais exclusivement par le DAGE (Personne Responsable des Marchés) en violation du CMP (art 83).

La lettre de notification d'attribution et de rejet n°40/MRUHCV du 27/08/2014 et a été envoyée à l'attributaire et aux autres soumissionnaires non retenus. La DRP a fait l'objet du Contrat n° 14-153/MJECC/DAGE du 18/11/2014 enregistré au Centre des Services Fiscaux de Liberté et signé par le DAGE et le prestataire.

Le délai d'exécution : 72 heures à compter de la réception du titre de confirmation.

Les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics

Exécution du marché :

Un PV de réception N°26 du 04/12/2014 signé par le DAGE, le Comptable et le Comptable Matières a été présenté ; le COF ne l'a pas signé. Ce qui n'est pas conforme.

Les délais de livraison sont respectés.

▪ Situation des paiements :

Le paiement, suivant Facture définitive n°001 du 04/12/2014, a été effectué en une seule tranche le 21/01/2015 par virement bancaire après établissement du BON d'ENGAGEMENT n°951873 du 03 NOVEMBRE 2014 et émission des Titres de Certification et de Créance avec toutes les pièces justificatives à savoir :

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Utiliser le dossier type de DRP diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- Fournir la preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.
- Séparer les réunions d'ouverture des plis de celles d'attribution pour analyser et évaluer objectivement les offres conformément aux articles 35 et 83 du CMP.
- Faire signer le PVA par les membres de la CM présents à la réunion (art 83)
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.
- Etablir un PV de réception conforme avec toutes les signatures requises

❖ <i>F7=Marché « Fourniture de pédagogiques et didactiques. »</i>	
Références du marché	N° 14111/MJECC/DAGE
Montant du marché	2.999.206 F CFA TTC
Références du titulaire	« ENTREPRISE JABOOT », pattes d'oie BULDERS Villa n° 236 Tél : 77 555 08 02/77 630 01 57.

La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement. La DRP a fait l'objet d'une publicité par la lettre d'invitation n°00293/MJECC/DAGE/DFC du 31/10/2014 adressée à cinq candidats.

La date limite de dépôt des offres : Non indiquée sur la lettre d'invitation.

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

Les offres ont été ouvertes le 07/11/2014 par les membres habilités de la CM. Le PV d'ouverture des offres est signé par tous les membres de la CM.

Le PV établi à l'issue de l'ouverture des offres, est désigné sous le vocable « PV de dépouillement » au lieu de PV d'ouverture des offres tel que stipulé par le CMP.

Le Dossier de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) n'a pas été élaboré conformément au Dossier TYPE DRP DE L'ARMP.

La DRP présenté par l'AC est constitué :

- Une lettre d'invitation dans laquelle la date limite de dépôt des offres n'est pas mentionnée.
- Un modèle de lettre de soumission
- Le bordereau estimatif et quantitatif.

Le marché a été attribué à l'Entreprise JABOOT ; l'offre conforme évaluée la moins disante. La CM (PV de dépouillement 07/11/2014) a statué le même jour aussi bien pour l'ouverture des plis que pour la proposition d'attribution provisoire . (violation des art 35 et 83).

La DRP a fait l'objet d'un PV d'attribution n°14110 (daté du 07 novembre 2014) signé uniquement par le DAGE.

La preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP) n'est pas fournie.

La DRP a fait l'objet d'un contrat n°14111/MJECC/DAGE, signé le 07 novembre 2014 entre le DAGE du Ministère et le représentant de l'Entreprise « JABOOT ». Le contrat mis à la disposition de l'auditeur n'a pas été enregistré aux impôts et domaines. Le délai d'exécution du contrat est de soixante douze heures après réception du titre de confirmation.

Les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics.

▪ Exécution du marché :

L'exécution du marché a fait l'objet de documents ci-après :

- Un titre de certification validé par le DAGE en date du 26/11/2014 ;
- Un titre de créance (valant confirmation de la commande) ;
- D'un Bon d'engagement (BE) n°953279 d'un montant de 2.999.206 F CFA, signé par le DAGE et validé par le COF (le 13/11/2014) et l'Ordonnateur Délégué du MEF (24/11/2014) ;
- D'une facture définitive n°093 produite par l'ENTREPRISE JABOOT, certifiée par le DAGE le 26/12/2014 ;
- D'un Bordereau de Livraison n°2014/093 produit par l'ENTREPRISE JABOOT et visé par le comptable matière le 26/11/2014. Les quantités livrées suivant le BL sont conformes à celles commandées.
- D'un PV de réception n°20 daté du 26/12/2014 validé par la commission de réception constituée du DAGE, du comptable matières et du responsable de la division finances et de la comptabilité. Toutefois nous avons noté l'absence du visa du COF sur le PVR.

Situation des paiements :

Le marché a été intégralement le 19 janvier 2015 (par virement postal) suivant le mandat n°MD14-000078350 gestion 2014 du ministère des finances.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Utiliser le dossier type de DRP diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.
- Séparer les réunions d'ouverture des plis de celles d'attribution pour analyser et évaluer objectivement les offres conformément aux articles 35 et 83 du CMP.
- Fournir la preuve de l'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres n'a pas été fournie lors de cette revue (conformément à l'article 83.3 du CMP) n'est pas fournie.
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.
- Etablir un PV de réception conforme avec toutes les signatures requises.

❖ S1=Marché « Entretien et nettoyage des locaux »	
1. Numero du Marché	N° 1475 MJEPVC/DAGE/CM
2. Nom de l'attributaire du marché	NIKEL
3. Montant du marché	12 744 999 F.CFA TTC

La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. L'examen de la DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement. La demande de prix a fait l'objet d'une lettre d'invitation adressée à cinq fournisseurs le 02/01/2014. L'ouverture des plis a été prévue le 10/01/2014.

La date limite de dépôt des offres 10/01/2014. Les offres ne sont pas bien archivées puisque le modèle de lettre de marché des candidats non retenus ne figure dans aucune des offres de ces derniers mis à notre disposition.

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

L'évaluation des offres ainsi que l'ouverture des plis ont été effectuées le même jour. Les résultats de ces travaux ont été répertoriés dans le PV de dépouillement N°140026 MJEPVC/SG/CPM du 21/01/2014 D'après les PV d'attribution N°140027 MJEPVC/SG/CPM du 22/01/2014 validé par le DAGE, l'offre de l'entreprise Nickel a été retenue.

Le PV établi à l'issue de l'ouverture des offres, est désigné sous le vocable « PV de dépouillement » au lieu de PV d'ouverture des offres tel que stipulé par le CMP. Les soumissionnaires non retenus ont été informés par écrit d'après la lettre du 21/01/2014.

La DRP a fait l'objet du contrat N° 1475 MJEPVC/DAGE/CM. Le contrat a été enregistré au niveau des impôts et domaines. Les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics

Exécution du marché :

La réception effective des prestations est matérialisée par :

- Le cachet de certification de service fait du DAGE sur la facture N° FV1401984 du 6/11/2014 e Nickel ;
- La délivrance du certificat administratif N°1407 MJEPVC/DAGE/DFC du 06/11/2014 ou il a été précisé que Nickel a bien exécuté la prestation.

Situation des paiements :

D'après la situation du mandat N° MD14-000074787 éditée le 17/03/2015, la prestation a été intégralement réglée par virement bancaire le 24/02/2015.

Le virement a été effectué vers le compte du bénéficiaire N°SN01001524000060200076 logé à la BICIS.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Archiver les documents de passation des marchés
- La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.
- Séparer les réunions d'ouverture des plis de celles d'attribution pour analyser et évaluer objectivement les offres conformément aux articles 35 et 83 du CMP.
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.

❖ S2=Marché « SEMINAIRE de RENFORCEMENT de CAPACITE des GESTIONNAIRES et COMPTABLES sur la PREPARATION et l'EXECUTION des BUDGETS et PROGRAMMES »	
Références du marché	DRP N°14-104/MJECC/DAGE/DFC.
Montant du marché :	6 995 778 FCFA TTC
Références du titulaire	ENTREPRISE JABOOT, PATTE D'OIE BUILDERS VILLA N°236 –Tél : 77 555 08 02 /77 982 57 23/30 102 07 37-NINEA : 04821172F1-RC : SNDKR 2007A3068

La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement.

La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation n°14-104/MJECC/DAGE/DFC du 03/ 11/2014 adressée à 5 candidats

La date limite de dépôt des offres : pas de date limite de dépôt des offres (VIOLATION DU CMP).

Toutes les offres sont archivées.

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

Les offres ont été ouvertes par la CM habilitée en présence d'un membre de la CPM en qualité de rapporteur comme l'atteste le PV de dépouillement (au lieu de PV d'ouverture des offres) N°14-0039/MJECC/SG/CPM du 12/11/2014 signés par les membres de la CM.

Le Dossier de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) n'a pas été élaboré conformément Dossier TYPE DE DRP DE L'ARMP.

La DRP présenté par l'AC est constitué :

- Une lettre d'invitation dans laquelle la date limite de dépôt des offres n'est pas mentionnée.
- Un modèle de lettre de soumission
- Le bordereau estimatif et quantitatif.

Le marché a été attribué à l'Entreprise JABOOT ; l'offre conforme évaluée la moins disante. Le PV de dépouillement N°14-0039/MJECC/SG/CPM du 12/11/2014 a statué le même jour aussi bien pour l'ouverture des plis que pour la proposition d'attribution provisoire transmise au DAGE qui l'approuve le même jour par le PV d'attribution N°14-115/MJECC/DAGE/DFC du 12/11/2014.

Le PV de dépouillement est signé par les membres de la CM habilitée.

Le PV d'attribution n°14 -115/MJECC/DAGE/DFC du 12/11/2014 n'est pas signé par les membres de la CM, mais exclusivement par le DAGE (Personne Responsable du Marchés) en violation du CMP

Une lettre de notification d'attribution et de rejet a été envoyée à l'attributaire et aux autres soumissionnaires non retenus

Les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics

La DRP a fait l'objet du Contrat n° 14-118/MJECC/DAGE du 12/11/2014 enregistré et signé par le DAGE et le prestataire.

Le d'exécution : Sept(07) jours à compter de la réception du titre de délai confirmation.

▪ Exécution du marché :

Le certificat administratif N°14-169/MJECC/DAGE/DFC du 01/12/2014 signé par le DAGE certifie que la prestation objet de la DRP n° 14-104/MJECC/DAGE/DFC du 03/11/2014 a bien été exécutée par l'Entreprise JABOOT conformément au contrat n° 14-118/MJECC/DAGE du 12/11/2014. La Facture définitive n°2014-096 du 01/12/2014 TRANSMISE à l'AC. Les délais de livraison sont respectés.

Situation des Paiements :

Le paiement a été effectué en une seule tranche le 25/02/2015 par virement bancaire après établissement du BON de COMMANDE n°95 3272 du 12 NOVEMBRE 2014 et émission des Titres de Certification et de Créance avec toutes les pièces justificatives à savoir :

- Le Certificat Administratif n°14169/MJECC/DAG/DFC du 01/12/2014
- La Facture définitive n°2014-096

Recommandations par rapport aux anomalies :

- La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.
- Utiliser le dossier type de DRP diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.
- Séparer les réunions d'ouverture des plis de celles d'attribution pour analyser et évaluer objectivement les offres conformément aux articles 35 et 83 du CMP.
- Faire signer le PVA par les membres de la CM présents à la réunion (art 83)

❖ **S3=Marché « Atelier de formation sur le renforcement de capacité en passation de marché. »**

Référence : NON FOURNIE

Titulaire : AGC

Montant : 2 843 900 FCATTC

CARENCE DOCUMENTAIRE :

L'Auditeur n'a pu obtenir les dossiers relatifs à cette DRP jusqu'à la fin de sa mission

❖ **T1=Marché « TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES NOUVEAUX LOCAUX DU MJECC (maçonnerie, carrelage au sol et électricité) »**

Références du marché	DRP N°14-229/MJECC/DAGE/DFC.
Montant du marché :	24 000 000 FCFA TTC
Références du titulaire	SARRE TECHNOBAT SUARL, 102 AV BLAISE DIAGNE –Tél : 33 821 08 64- NINEA : 29818362B2

La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement.

La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation n°14-229/MJECC/DAGE/DFC du 25/ 07/2014 adressée à 5 candidats avec comme date limite de dépôt des offres le 22/08/2014.

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

Les offres ont été ouvertes par la CM habilitée en présence d'un membre de la CPM en qualité de rapporteur comme l'atteste le PV de dépouillement (au lieu de PV d'ouverture des offres) N°14-028/MJECC/SG/CPM du 12/08/2014 signés par les membres de la CM.

Le dossier de Demande de Renseignement et de Prix (DRP) n'a pas été élaboré conformément au Dossier TYPE DE DRP DE L'ARMP.

Le marché a été attribué à l'Entreprise SARRE TECHNOBAT ; l'offre conforme évaluée la moins disante. Le PV de dépouillement N°14-0028/MJECC/SG/CPM du 12/08/2014 a statué le

même jour aussi bien pour l'ouverture des plis que pour la proposition d'attribution provisoire transmise au DAGE qui l'approuver par le PV d'ATTRIBUTION N°14-89/MJECC/DAGE/DFC du 22/10/2014.

Le PV de dépouillement est signé par les membres de la CM habilitée.

Le PV d'attribution n°14 -89/MJECC/DAGE/DFC du 20/11/2014 n'est pas signé par les membres de la CM, mais exclusivement par le DAGE (PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHES) en violation du CMP

Une lettre de notification d'attribution et de rejet a été envoyée à l'attributaire et aux autres soumissionnaires non retenus

Les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics

La DRP a fait l'objet du Contrat n° 14-90/MJECC/DAGE /DFC du 22/10/2014 enregistré et signé par le DAGE et le prestataire.

Le délai d'exécution : le contrat ne mentionne pas de délai d'exécution.

▪ Exécution du marché :

Le certificat administratif N°14-161/MJECC/DAGE/DFC du 27/11/2014 signé par le DAGE certifie que la prestation objet de la DRP n° 14-229/MJECC/DAGE/DFC du 25/07/2014 a bien été exécutée par l'Entreprise SARRE TECHNOBAT conformément au contrat n° 14-90/MJECC/DAGE du 22/10/2014

La Facture définitive n°2014-096 du 01/12/2014

Les délais de livraison sont respectés.

- Situation des paiements :

Le paiement a été effectué le 12/02/2015 sur la présentation de la facture définitive conformément aux termes du contrat et en une seule tranche par virement bancaire (établissement du BON de COMMANDE n°953260 du 03 NOVEMBRE 2014 et des Titres de Certification et de Créance avec toutes les pièces justificatives comme le certificat administratif n°14-161 du 27/11/2014 et la facture définitive n°36/2024).

Recommandations par rapport aux anomalies :

- La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.
- Utiliser le dossier type de DRP diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.

❖ T2=Marché « Installation câblage des réseaux informatiques et téléphonique. »

Références du marché	N° 1453/MJECC/DAGE
Montant du marché	12.429.884 F CFA TTC
Références du titulaire	« SARRE TECHNOBAT SUARL », 102 Avenue BLAISE DIAGNE Tél : 33 821 08 64.

La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement. La DRP a fait l'objet d'une publicité par la lettre d'invitation n°00228/MJECC/DAGE/DFC du 25/07/2014 adressée à 5 candidats.

La date limite de dépôt des offres est le 22 AOÛT 2014 et la date d'ouverture des offres, le 21 AOÛT 2014, soit un jour avant la date limite de dépôt des offres.

Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de la DCMP.

La preuve du respect du délai de cinq (5) jours francs pour la convocation des membres de la CM conformément à l'article 39 du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'est pas fournie.

Les offres ont été ouvertes le 21 AOÛT 2014 à 11 H 30 MN soit un jour avant la date limite de dépôt des offres. Le PVO a été signé par les membres habilités de la CM.

Le PV établi (à l'issue de l'ouverture des offres), est désigné sous le vocable « PV de dépouillement » au lieu de PV d'ouverture des offres tel que stipulé par le CMP.

La DRP a fait l'objet d'un PV d'attribution n°1452 (daté du 21 AOÛT 2014) signé uniquement par le DAGE.

Les résultats de la DRP ne sont pas publiés sur le site des marchés publics

La DRP a fait l'objet d'un contrat n°14533/MJECC/DAGE, signé le 21 octobre 2014 entre le DAGE du Ministère et le représentant de l'Entreprise « SARRE TECHNOBAT SUARL » Le contrat a été enregistré aux impôts et domaines.

Le délai d'exécution n'a pas été mentionné au niveau du contrat conclu entre les deux parties.

Exécution du marché :

L'exécution du marché a fait l'objet de documents ci-après :

- Un titre de certification validé par le DAGE en date du 27/11/2014 ;
- Un titre de créance (valant confirmation de la commande) daté du 27/11/2014 ;
- D'un Bon d'engagement (BE) n°953261 d'un montant de 12.429.884 F CFA, signé par le DAGE (le 21/10/2014) et validé par le COF (le 24/11/2014) et l'Ordonnateur Délégué du MEF (24/11/2014) ;
- D'une facture définitive n°093 produite par l'ENTREPRISE JABOOT, certifiée par le DAGE le 26/11/2014.

Le PVR des travaux n'a pas été mis à notre disposition lors de cette revue.

Situation des paiements :

Le marché a été intégralement le 12 février 2015 (par virement bancaire : ORABANK) suivant le mandat n°MD14-000078334 gestion 2014 du ministère des finances.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Respecter le jour et l'heure d'ouverture des plis indiqués sur la lettre d'invitation adressée aux candidats conformément à l'article 67 alinéa 2 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics
- Utiliser le dossier type de DRP diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- Publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics.

Marchés passés par ententes directes :

Aucun marché n'a été passé par entente directe durant l'exercice 2014.

Avenants :

Le ministère n'a pas conclu d'avenants en 2014.

Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :

Aucun fractionnement n'a été constaté en 2014.

Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :

Aucun recours n'a été constaté

Constats relatifs à l'exécution financière :

Tous les marchés ayant fait l'objet de cette revue ont connu un début d'exécution financière à l'exception. Les procédures de paiement ont été respectées.

Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :

Il s'agit pour l'audit physique de :

- contrôler, dans le cadre d'une procédure spécifique, la matérialité et la conformité des travaux / fournitures / équipements.
- contrôler, lorsque cette procédure est applicable (biens d'équipement, prestations intellectuelles appuyées par un rapport), la matérialité des prestations par des audits physiques « sur le terrain ».
- contrôler l'existence et le caractère fonctionnel de la Comptabilité des Matières. Ce point a été vérifié ci-dessus.

Les PV de réception reçus et la tenue de la comptabilité matière ont permis de faire le constat de l'exécution effective de certaines acquisitions. Mais comme on peut le constater ci-dessus une carence documentaire a été notée sur certains marchés et dont le point a été fait ci-dessus.

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS :

Non conformités	Articles du CMP	Recommandations
Mise en place tardive de la CM	Article 35, 36, 37 – arrêté 12.786 du 26/12/2012	Mettre en place la CM conformément au CMP.
Mise en place tardive de la CPM	Article 35 - arrêté 12.783 du 26/12/2012	Mettre en place la CPM conformément au CMP.
Le coordonnateur de la CPM n'est pas rapporteur de la CM	Article 39 (décret 2011-1048) et du arrêté 12.783 du 26/12/2012	Veiller à faire du coordonnateur de la CPM le rapporteur de la CM
Le coordonnateur de la CPM est désigné membre du comité d'évaluation des offres et membre de la commission de réception		Ne plus désigner le coordonnateur de la CPM est désigné membre du comité d'évaluation des offres et de la commission de réception
non élaboration des rapports trimestriels et du rapport annuel de la CPM	Arrêté 12.783 du 26/12/2012	Elaborer les rapports trimestriels et le rapport annuel de la CPM
Le contrôleur interne n'a pas mis à la disposition de la mission d'audit son rapport annuel d'activités	Article 142 (décret 2011-1048)	Elaborer le rapport annuel d'activités par le contrôleur interne
Les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres	Article 83.3 (décret 2011-1048)	Informers les soumissionnaires non retenus
Traitement inéquitable de prestataire au moment de l'invitation à soumissionner	Article 78-2 (décret 2011-1048)	Solliciter simultanément les candidats dans les invitations à soumissionner
La CM ne s'est pas réunie pour procéder à l'examen du rapport d'évaluation, faire l'attribution et ensuite dresser un PV d'attribution	-l'article 39.2 du décret n° 1048 du 27/07/2011	Veiller à ce que la CM dresse un PV de ses réunions

Le contrôleur interne et le comptable ont signé le PVO des plis	- art 36, 38, 39 et 40 (décret 2011-1048)	
le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la tenue des réunions de la CM	- Article 39 (décret 2011-1048)	Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	- Article 78 (décret 2011-1048)	publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics
Non respect des procédures de réception des fournitures		Procéder à la réception des commandes uniquement par la commission dont les membres sont nommés à cet effet
Retard dans l'exécution des prestations		Respecter les délais contractuels. Appliquer les pénalités de retard.

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :

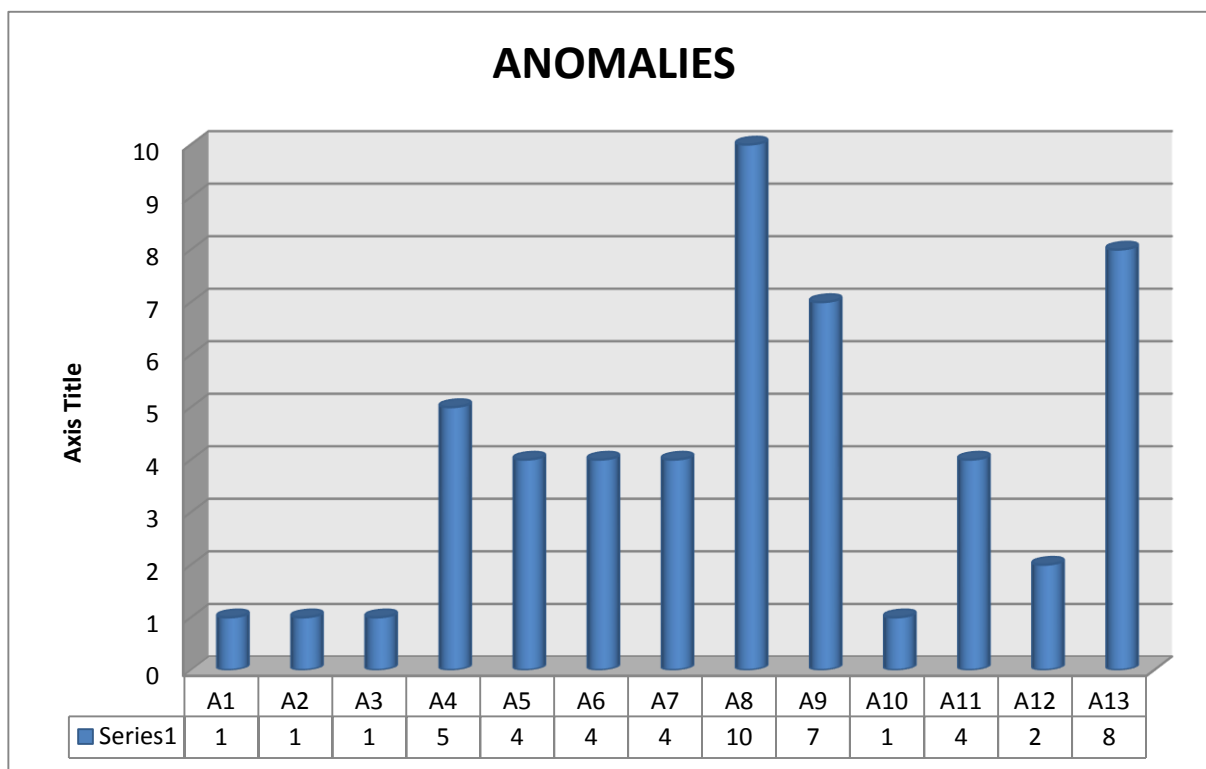
Constats de violations ou de manquements en 2012	Recommandations	Suivi des recommandations
La cellule n'a pas mis en place le fichier des fournisseurs agréés en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009	mettre en place un fichier des fournisseurs agréés en vertu de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	Non maintenue
La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012	CPM : produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté 012783 du 26/12/2012	Non maintenue
La cellule n'a pas produit le rapport annuel en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012	CPM : produire le rapport annuel conformément à l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la CPM.	
Un défaut de centralisation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère	centraliser l'ensemble des marchés passés au niveau de la CPM du Ministère	
Les membres de la CPM et de la CM ne disposent pas de diplômes ou attestations en matière de marchés publics justifiant qu'ils ont suivi une formation dans ce domaine.	Nous recommandons aux personnes impliquées dans les procédures de passation et d'exécution des marchés du Ministère de suivre des formations dans ce domaine.	Maintenue pour l'actuel coordonnateur a former en MP
Absence de preuve de transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP.	Nous recommandons au Ministère de transmettre aux soumissionnaires le PV d'ouverture en vertu de l'article 67 du CMP.	maintenue
Absence de l'avis d'attribution définitive publié en violation de l'article 85 du CMP.	Nous recommandons au Ministère d'effectuer la publication de l'avis d'attribution définitive comme le stipule l'article 85 du CMP	maintenue
Les lettres d'invitation obtenues ne sont pas accompagnées de : - formulaire de soumission, - projet de contrat, - modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires, - bordereau de prix, en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	Nous recommandons au Ministère de faire accompagner les lettres d'invitation pour les DRP passées un :	maintenue
Archivage incomplet pour certaines directions et services.	Nous recommandons au Ministère de centraliser l'ensemble des marchés passés au niveau de la CPM du Ministère	maintenue
Les contrats signés des DRP lancées par le Ministère ne prévoient pas de délais d'exécution	Nous recommandons au Ministère de prévoir dans les contrats des délais d'exécution.	Observation levée
Les lettres d'invitation ne mentionnent pas systématiquement les noms des candidats.		Non utilisation du dossier type de DRP

10. Statistiques des anomalies

10. STATISTIQUES DES ANOMALIES :

Les anomalies relatées ci-dessus sont récapitulées dans le tableau suivant :

n°	Non conformités	CM	CP M	AG PM	F 1	F 2	F 3	F 4	F 5	F 6	F 7	S 1	S 2	S 3	T 1	T 2	
A1	Mise en place tardive de la CM	1															1
A2	Non formation du coordonnateur de la CPM		1														1
A3	AGPM transmis a la DCMP tardivement (13 jours de retard)			1													1
A4	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres					1			1		1			1		1	5
A5	La preuve de la transmission des PVO aux représentants des soumissionnaires n'est pas fournie				1	1	1	1									4
A6	Les offres sont ouvertes avec retard				1		1							1		1	4
A7	Des PV de réception ne sont pas fournis				1					1	1			1			4
A8	délai de cinq jours francs pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM				1	1	1	1	1		1	1	1	1	1		10
A9	Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés									1	1	1	1	1	1	1	7
A10	Non publication attribution définitive				1												1
A11	Non respect des procédures de réception des fournitures				1					1	1			1			4
A12	Retard dans l'exécution des prestations				1									1			2
A13	Non Utilisation du dossier type de DRP								1	1	1	1	1	1	1	1	8



ANNEXES

ANNEXES :

LISTE DES MARCHÉS DE LA MJECC EXECUTES EN 2013 :

La liste des marchés exécutés par le **MJECC** durant l'exercice 2014 se présente comme suit :

N°	OBJET	Type de Marche	Mode de Passation	Titulaire	Montant FCFA TTC
1	T 0673/14 « Travaux de terrassement de la zone de recasement de TIVAOUANE »	travaux	AOO	SOCETRA	409 397 460
2	MJECC-MOD/ENT/TIV/001/14 « Travaux d'aménagement de la première tranche de la zone de recasement de TIVAOUANE »	travaux	AOO	LOT1 : SIMCO LOT2 : CSCO LOT3: ETM TOTAL :	LOT1 :442 502 618 LOT2 : 39 006 316 LOT3 : 90 734 879 572 243 813
3	Application du plan de lotissement de la zone de recasement de Tivaouane	travaux	DRP	NGC	19 597 440
4	Assurance (Couverture sanitaire, matériel roulant, multirisque professionnelle, responsabilité civile).	SERVICE	DRP	ASKIA ASSURANCES	13 042 420
5	MJECC/001/14 « Acquisition Fournitures de Bureaux pour 2014 »	fournitures	DRP	ETS MOURID SADIKH	2 741 730
				OFFICE INFORMATIQUE	2 159 376
				SAREDICA	802 624
				BUROTIC DIFFISION	298 772
				MASTER OFFICE	213 728
				TOTAL :	6 216 231
6	N°MJECC-MOB-FO/002/14 « Acquisition de véhicules »	fournitures	AOO	LOT1 : CCBM INDUSTRIES	31 500 000
	TOTAL				1 052 170 364

REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE :

Nous n'avons pas reçu de réponses de l'Autorité Contractante à notre rapport provisoire.